

L'Enseignement Et La Formation Des Hauts Fonctionnaires

(Le Cas de FRANCE et de TURQUIE)

Dr. Sacid ADALI (*)

I — QUI SONT LES HAUTS FONCTIONNAIRES?

Les Hauts Fonctionnaires sont ceux qui exercent effectivement, et à un niveau élevé, des tâches de conception et de direction,

Soit en raison des corps auxquels ils appartiennent (Conseils d'Etat, Cours des Comptes, Inspection des Finances, corps préfectoraux, corps diplomatiques),

Soit en raison du grade auquel ils sont parvenus dans leurs corps (Ingénieurs en chefs et Inspecteurs généraux des Ponts et Chaussées, Ingénieurs généraux du Génie Rural et des Eaux et Forêts, Ingénieurs en chefs et Ingénieurs généraux des Mines, Inspecteurs généraux des Ministères, etc.),

Soit en raison des emplois qu'ils occupent dans les Administrations Centrales (secrétaires généraux, directeurs généraux, chefs de services, directeurs adjoints et sous-directeurs),

Soit en raison des tâches et responsabilités qu'ils assument (Membres des cabinets ministériels, administrateurs civils des secteurs clés, etc.).

II — NECESSITE DE L'ENSEIGNEMENT

Professeur Laski, «l'Administration est une science où il reste toujours beaucoup à apprendre» dit-il. C'est pourquoi donc dans les Etats

(*) Prof. associé à l'Académie d'Ingénierie et d'Architecture de SAKARYA, Départ. de l'Ingénierie de l'Entreprise, Adapazari - TURQUIE. Cette dissertation qui est résumée a été présentée au mois de mai 1970 à la Faculté de Droit et des Sciences Economiques de L'Université de Rennes.

Modernes, le pouvoir prend un soin particulier de la formation de ses agents. Il a intérêt à donner, par exemple, en cours de carrière une formation complémentaire dont l'objet est d'assurer une qualité minimum, voire optimum, de la fonction publique. Une Administration soucieuse de son bon fonctionnement doit avoir un personnel probe, capable, compétent, travailler et l'utiliser à bon escient. Une telle préoccupation pose un certain nombre de problèmes; il faut recruter les fonctionnaires, les former, les confier une tâche, apprécier leur manière de servir, éliminer, enfin, les éléments parasites ou inaptes à leurs fonctions.

Tout d'abord, les candidats qui seront acceptés à la fonction publique, devraient être intelligents, certes, posséder préalablement un bagage intellectuel suffisant. Car ils ne seraient pas seulement un instrument qu'on utilise, ils devraient aussi créer au sens large du mot. Selon la conception européenne, les agents ne sont pas formés et recrutés pour occuper un poste de travail déterminé. Le plus important c'est que, l'Administration recrute des fonctionnaires ayant un certain niveau de culture et de connaissance. Mais après avoir été sélectionnés les agents de l'Etat ne sont pas forcément aptes à accomplir les fonctions. On désire que le fonctionnaire soit toujours capable à réaliser leur tâche. C'est un très bon souhait. Mais dans le monde moderne où le travail est devenu une obligation absolument générale qui exige des connaissances toujours plus vastes et où, d'autre part, il devient de plus en plus difficile de distinguer les théoriques des sciences appliquées. Dans le pays de Descartes, il s'agit avant tout de développer les qualités de l'intelligence par un enseignement théorique, puis d'inculquer une technique aux jeunes esprits. En effet, pendant longtemps les futurs cadres ont surtout reçu la formation théorique traditionnelle. Il est devenu indispensable, au cours de leur séjour dans les Grandes Ecoles ou tout au moins au cours de leur carrière. On reconnaît généralement aujourd'hui que les Cadres Supérieurs de l'Administration doivent désormais posséder des connaissances théoriques et pratiques de plus en plus approfondies et spécialisées. En effet toutes les connaissances exigent une formation théorique spéciale commencée longtemps avant l'entrée en fonction. Mais quelle que soit sa valeur, la formation reçue avant l'entrée en service même complétée par des stages pratiques, ne peut donner que des connaissances et non des véritables compétences. L'essentiel ce sera donc de posséder toujours une culture générale dont elle aura précisément la relativité des contingences et du comportement des hommes, leurs passions, leurs ambitions, leur réaction, complétée par une culture professionnelle particulière qui constitue une «aptitude intégrale».

Lorsqu'une cette formation complémentaire est alors jugée désirable, tout bureau, tout organisme qui reçoit un débutant devrait donc établir un plan d'apprentissage destiné à faciliter l'initiation de ce fonctionnaire aux diverses tâches que comportes ses fonctions, en orientant sa formation vers des relations empreintes d'aménité à l'égard du public, vers le travail bien fait, le rendement, en un mot, vers le fonctionnement harmonieux de l'Administration. En outre, en tant que la bonne marche d'une entreprise de formation des cadres administratifs est à la fois fonction de l'adaptation aux conditions politiques et sociales du pays concerné, et que les nouveaux besoins économiques et sociaux déterminent de plus en plus la structure administrative de l'Etat, l'Administration ne peut pas donner tout ce qu'il est absolument nécessaire. Et alors, pour cela il reste les autres organismes. L'une d'eux qui est la plus importante est une école destinée à la formation et l'enseignement dont il est bien nécessaire pour des prestiges des grands corps de l'Etat. Il doit assurer d'une part un enseignement de science administrative plutôt que de droit administratif. Car il est plus utile pour les cadres supérieurs de connaître les mécanismes de l'action administrative que les règles du contentieux administratif. Il ya d'autre part un grand intérêt à développer l'aspect de formation civique et morale des programmes, surtout pour les pays en voie de développement, à donner aux élevés en même temps qu'un enseignement technique, les principes d'une éthique rigoureuse, notamment dans les pays où la place occupée par l'Administration publique a besoin d'être relevée dans l'échelle des valeurs morales. Par tous les moyens, il faut favoriser l'épanouissement d'une conscience nationale, par de là, les diversités ethniques ou religieuses, car «l'enthousiasme et le dévouement à la chose publique sont des éléments plus importants que la qualification technique».

L'Ecole ne doit pas négliger non plus, la sociologie administrative et la psychologie administrative. En particulier, il est paradoxal que l'étude des relations sociales, privilégiée par les entreprises, soit négligée par l'Administration.

Le rôle des Hauts Fonctionnaires est de comprendre et d'interpréter, et ce n'est pas seulement, bien sûr, la connaissance d'un code ou jurisprudence qui le renseignera, et il n'a pas non plus à étudier et à rédiger des textes. Il devra, en fait, mobiliser tout ce qu'il sait, qui, de près ou de loin, peut «conditionner» la situation. Il est un rationaliste par fonction. Il assiste à des réunions, à des commissions, il reçoit des administrés, des «délégations», etc. Il doit donc savoir s'ex-

après la création de l'école, il faut bien reconnaître que l'objectif n'a pas été pleinement atteint. Les liens personnels se maintiennent entre les élèves d'une même promotion ou d'une promotion voisine. Mais le phénomène ne joue pas (ou ne joue que faiblement) entre les promotions jeunes et les promotions anciennes, quand les individus n'appartiennent pas à la même maison.

La formation permanente a un triple objectif :

— Elle ne doit pas se limiter à la promotion interne des agents qui veulent s'élever dans la hiérarchie, des catégories subalternes aux catégories supérieures (mobilité verticale) ;

— Elle doit également faciliter la réadaptation des agents qui veulent ou qui doivent changer d'activité, l'accession aux postes de responsabilités, les changements d'orientation (mobilité horizontale) ;

— Elle doit assurer enfin l'adaptation constante des agents à leurs tâches.

Mais quels que soient ses objectifs, la formation permanente des fonctionnaires exige la collaboration de l'Administration et de l'Université ou de Grandes Ecoles.

III — LES EXEMPLES

Juridiquement une Ecole ou un Institut d'administration publique peut être soit autonome, dont il est indépendant, il a une personnalité juridique, un budget autonome. C'est un établissement public national. Cette solution peut être considérée comme idéale,

Soit rattaché à un service gouvernemental, ou encore dépendre d'une université. Mais chacune des trois solutions peut être combinée de modalités différentes.

Le personnel enseignant est composé de professeurs, de fonctionnaires, d'experts, de conférenciers, de chargés de cours et de travaux pratiques.

Dans certains Ecoles ou Instituts, on attache beaucoup d'importance à la valeur éducative de l'expérience. Dans les autres, au contraire, les programmes sont plus directement rattachés à l'enseignement universitaire et la formation administrative reste dominée par les traditions de l'université.

Les méthodes de sélection qu'utilisent les écoles ne sont pas variées. Le système de concours continue à prévaloir. L'autre est désignation par un service lui-même.

Le but est toujours le même; améliorer, perfectionner, former le fonctionnaire afin qu'il fasse sa tâche régulièrement, qu'il participe au développement économique du pays.

Les Grandes Ecoles ou Instituts existent actuellement à peine partout. Mais nous allons voir ceux qui nous intéressent beaucoup qui sont installés en France, ainsi qu'en Turquie.

A — En France

1 — L'Historique : A force de s'intéresser aux institutions politiques, on a été oublié les institutions administratives.

Le problème de l'administration, et plus particulièrement celui de la fonction publique, est maintenant ancien. Il est né comme beaucoup de problèmes, au milieu de XIX^e siècle. A cette époque, les transformations politiques, sociales, économiques ont exigé que l'Etat prit une figure nouvelle.

Jusqu'à l'Avènement de l'ère industrielle, tous les métiers s'apprenaient par la méthode de l'apprentissage, c'est-à-dire par l'exécution répétée et rationnellement échelonné des tâches composant la fonction ou le métier dans l'entreprise, sous la direction des agents déjà formés par elle. Il n'y avait guère de différences à cet égard entre la formation d'un notaire ou d'un commis d'administration ou celle d'un ébéniste, sinon que les deux premiers étaient généralement passés par le collège et l'autre non. Mais, l'enseignement de collèges, tout empreint d'humanisme, ne préparait à aucun métier particulier. Même le droit, qui était traditionnellement enseigné dans l'université, était en fait une discipline, plus proche de la philosophie que de l'enseignement spécialisé des règlements et des coutumes dont la connaissance nécessaire aux hommes de la loi ne pouvait guère être acquise. Mais dès la fin du XVIII^e siècle, la complexité croissante des techniques industrielles et, par voie de conséquence, celle des connaissances générales qu'exigeait, leur maniment, a mis rapidement en lumière l'insuffisance de cet apprentissage traditionnel pour la formation des cadres supérieurs de l'industrie. L'enseignement de ces connaissances exigeait en effet l'intervention de professeurs hautement qualifiés, que l'on ne pouvait trouver ni dans les

entreprises, ni même dans les universités ou les collèges adonnés à l'enseignement classique.

On a vu donc naître dès cette époque de nouveaux établissements d'enseignement, spécialisés dans la diffusion de connaissances techniques et théoriques nécessaires à l'exercice de professions d'ingénieurs. Le prototype a été la célèbre Ecole Polytechnique (créée sous la Révolution), et qui a été d'abord chargée de former les futurs cadres supérieurs de l'armée et des services industriels de l'Etat. Cet abandon de l'apprentissage dans l'entreprise au profit d'un enseignement technique et professionnel dispensé par des écoles spéciales avant la mise au travail, d'abord limité à quelques emplois techniques supérieurs, s'est étendu progressivement à tous les métiers pendant le cours du XIX^e siècle.

Et c'est en mars 1848 que Carnot (Premier Ministre de l'introduction publique de la République naissante), a créé une Ecole d'Administration dont la date de naissance est, de ce fait, très proche de celle du suffrage universel. Lamartine était sur la liste des professeurs. Mais la gravité des luttes politiques a étouffé tout essai de rénovation pour de longues années: moins de deux ans après sa création, l'Ecole d'Administration a été supprimée. Avec elle sont morts tous les projets de réforme. Il a fallu attendre près d'un siècle pour que l'effort abandonné fût repris.

Mais pendant ce temps se sont vus quelques mouvements. Jules Ferry a pensé un moment à réveiller l'Ecole, en nationalisant l'Ecole libre de Sciences Politiques que la grande bourgeoisie protestante a donné, en 1872, à la République pour la surveiller; tout au long de la troisième République, chaque Ministère et chaque grand corps de l'Etat, conservant son propre concours, le «service public» devait rester le monopole discret de quelques grandes familles bourgeoises, véritables dynasties de grands commis, zélés certes, mais attachés à une conception traditionnelle de l'intérêt général.

L'un de ces derniers, Jean Zay a repris l'idée d'une Ecole Nationale d'Administration. Mais la Chambre n'a pas accepté celle-ci encore une fois. Enfin la grande rénovation s'est montrée juste à la fin de la deuxième guerre mondiale. C'est l'ordonnance du 10 octobre 1945 qui était faite pour révolutionner le vieux système des castes et des grands corps: nationalisant l'Ecole libre de Sciences Politiques et fondant en province des instituts concurrents, regroupant tous les anciens concours en un seul, ouvrant l'accès de la nouvelle école aux combattants et aux boursiers dits de «services publics».

2 — L'ENA

a — **Son but** : Une mission créée par le cabinet du général de Gaulle, le 28 avril 1945, a tenté d'améliorer la formation des membres des grands corps de l'Etat, ainsi que du personnel dirigeant des administrations centrales. Cette création de l'ENA, l'oeuvre de quelques jeunes fonctionnaires, avait pour but de démocratiser l'accès à la Haute Administration, d'unifier les conditions de recrutements des grands corps et des administrations centrales et d'adapter la formation des hauts fonctionnaires aux nécessités modernes, et avait été envisagée comme une école supérieure d'application. Mais en réalité elle n'est pas une école. La «qualité» des élèves n'est pas un produit de l'enseignement, mais de la sélection. Plus qu'une école, l'ENA est un concours qui se situe au sommet de la hiérarchie des établissements qui sont destinés à la formation des cadres supérieurs de l'Etat. Un établissement de telle valeur permet d'assurer une plus grande unité dans la préparation aux emplois de responsabilité de l'administration française. A cette époque là où Michel Debré écrivait : l'Ecole doit apprendre à ses futurs fonctionnaires le sens de l'Etat; elle doit faire comprendre les responsabilités de l'Administration; leur faire goûter les grandeurs et apprécier les servitudes du métier. En plus, elle doit donner à ses élèves le goût de quelques qualités maîtresses: le sens de l'humain qui infuse de la vie à tout travail; le sens de la décision qui permet, après avoir pesé le risque, de le prendre; le sens de l'imagination, qui ne craint aucune audace, aucune grandeur.

En effet, la création de l'ENA répondait aux trois objectifs suivants :

— Premièrement, c'est la réforme du recrutement des grands corps et des cadres supérieurs des administrations centrales qui donnaient lieu auparavant à de multiples concours séparés et, par suite, à une différenciation des formations et à un cloisonnement excessif. Cette réforme, réalisée par la création de l'ENA, a eu pour objet d'unifier les conditions de recrutement et d'harmoniser la formation de base des futurs fonctionnaires qui se destinent au Conseil d'Etat...

Le seconde objectif de l'ENA est la démocratisation de la fonction publique par l'ouverture du concours d'accès à tous les agents en fonctions, quel que soit leur grade, réunissant une certaine durée de services et sans qu'ils soient tenus de justifier de diplômes.

— La troisième est la formation des fonctionnaires recrutés par la voie de l'ENA, avant leur entrée dans le service public.

Les Critiques

L'ENA, au début, n'était pas une école. Vingt ans après elle se présente comme une simple école de classement en fonction de critères sans cesse mieux assurés. Elle devrait être un réformateur de Fonction publique, celui de l'Etat. Mais on n'a pas été réalisé totalement.

Mendes France signalait, il y a quatre ans, le danger que pouvait représenter les «jeunes messieurs». En effet, on peut penser qu'il est détestable de former dans une école des fonctionnaires qui parleront au nom de l'Etat et qu'on crée ainsi une nouvelle caste administrative, une nouvelle bureaucratie.

Tixier Vignancour, actuellement, réclame la fermeture de l'Ecole «qui forme des techno - aotocrates, dont la doctrine a jusqu'ici assuré le déficit du secteur public, le marasme du secteur privé et l'anarchie dans l'Administration.

L'ENA n'a cependant pas trouvé sa place définitive. Dans l'esprit de ses créateurs, elle devait être une école spéciale d'application. Mais l'enseignement est nécessairement général, d'où résultent deux inconvénients: l'un, temporaire, est que les élèves, à la sortie, étant aptes en principe à toutes les carrières, ne sont immédiatement propres à aucune. L'autre qui affecte l'école elle-même est que, devenue un établissement d'enseignement général. En effet, elle apparaît aujourd'hui comme une institution dévoyée, où le conformisme et les appétits de carrière apprennent à rimer, qui préparent d'excellents fonctionnaires, c'est-à-dire de fidèles intendants du néo-capitalisme, ayant un sens élevé du service public, c'est-à-dire ne se mêlant en aucun cas de juger ce qu'ils font.

B — En Turquie

I — L'Historique : «L'ENDERUN» (L'Ecole du Palais)

La Turquie, dans le domaine de l'Administration, possède une longue tradition dont les origines remontent au XIV^e siècle. A cette époque a été fondé «L'ENDERUN» (L'Ecole du Palais) par les Sultans Ottomans afin de pourvoir aux besoins administratifs de leur immense empire et a connu une transformation en 1859, pendant le «Tanzimat» (l'ère de la réforme), et s'est convertis en une école de la Fonction Civile (Mekteb-i Mülkiyye), véritable Ecole d'Administration chargée de former les

sous-préfets, les directeurs de cantons et les administrateurs civils. Modernisée en 1913, sur le modèle de l'Ecole des Sciences Politiques de Paris, elle est devenue, en 1950, la Faculté des Sciences Politiques de l'Université d'Ankara. Elle assure encore aujourd'hui, la formation des fonctionnaires supérieurs avant qu'ils n'entrent en fonction.

Dans cette évolution nous allons voir spécialement l'Endérun.

Dans cette école il y avait des «Garçons Serviteurs» qui étaient recrutés selon une loi obéissant à des exigences formelles, par les «instituteurs», sur les territoires de Balcan de l'Empire Ottomane, parmi les garçons musulmanes et chrétiens, très robustes et sains. L'Ecole les formait progressivement et régulièrement. Une grande importance était attachée à leur éducation physique. Les principaux sports qui étaient le tire à l'arc, la lance, le javelot, l'équitation, etc., les rendaient très résistants, forts et agiles. De temps à autre étaient organisées des épreuves sportives entre les «Chambres» (classes). D'autre part, les Garçons serviteurs apprenaient à servir le Sultan, à entretenir sa garde-robe, à fournir sa table, etc. De même ils s'initiaient à l'Art selon leur Chambre, la poésie, la musique, l'architecture, etc...

Pour chaque dortoir, appelé la «Chambre», très ordonné, existait des registres mentionnant le nom et le traitement des élèves de cette section. Leur traitement était distribué chaque trimestre. Leur tenue vestimentaire leur était fourni gratuit.

Ces garçons, formés dans la discipline et soumis à un contrôle permanent, étaient obéissants et polis. Une fois effectuée la sélection préliminaire, les candidats retenus étaient conduits à capitale de l'Etat afin que le Sultan, pouvoir absolu, fasse son choix, dont le critère principal était la beauté physique des candidats. Ceux qui étaient choisis par le Sultan étaient envoyés aux Palais d'Edirné, de Galata et celui de Atmeydanı (Place de Cheval) et de İbrahim Pacha. et les autres étaient engagés comme Janissaires (Soldats de métier).

On placait les premiers sous l'autorité d'un «Maire du Palais» et un «Inspecteur», attaché à ce dernier, ayant les qualités des psychologues de nos jours, déterminant le caractère de ses sujets à travers leur visage et physionomie, les sélectionnait pour une troisième fois selon le critère principal qui est une fois encore l'apparence physique et ainsi que l'intelligence des garçons.

Après cette dernière sélection, était entreprise la formation des garçons retenus aux palais, mentionnés ci-dessus. Pendant la durée de la formation seuls les garçons, ayant prouvé leur aptitude au service et ayant favorablement satisfait aux accessions à une classe supérieure, étaient affectés au «Nouveau Palais», désigné par le nom de «Plais de Topkapı», dont l'Endêrun leur permettait de poursuivre leur formation. Quant à ceux qui n'étaient pas retenus pour ce «Grand Palais», ils étaient envoyés aux compagnies de Cavallerie des Janissaires, leur fonction essentielle était d'entourer et de protéger le Sultan lorsqu'il était au combat. L'histoire a montré que cette section de Janissaires était l'unité la plus efficace de toute l'armée ottomane.

— Les Garçons Serviteurs du Nouveau Palais

D'après ce qui était dit précédemment nous pouvons qualifier d'études primaires et secondaires la formation qu'avait reçue les garçons Sélectionnés avant d'arriver au Palais de Topkapı. Aussi pourrions-nous dire que l'enseignement qu'ils vont recevoir dans ce dernier correspondra aux études supérieures de nos jours. Car une fois ces études sont terminées ils se verront investir de fonction publique; politique et sociale de l'Etat. C'est pourquoi dans la mesure du possible on enseignera tous les arts et les sciences.

Au cours du XVII^e siècle l'organisation de l'Ecole a subi de fortes modifications. Dorénavant l'Ecole sera subdivisée en sept sections distinguées en fonction des emplois auxquels seront destinés leurs élèves :

- 1 — Petite Chambre,
- 2 — Grande Chambre,
- 3 — Salle Fauconnière,
- 4 — Chambre d'Etat - major,
- 5 — Chambre d'Aménagement,
- 6 — Chambre de Trésor,
- 7 — Chambre Fondamentale.

Dans les Petite et Grande Chambres se trouvaient les «Novices», provenant des Palais de Galata, de Ibrahim Pacha où ils avaient reçu la première formation; ces effectifs qui recevaient des leçons de divers professeurs du Palais de Topkapı, étaient élevés selon les principes turco-musulmanes. On les initiait à la religion en même temps qu'aux langues turque, arabe et perse et on leur faisait pratiquer le sport. Les élèves de

ces Chambres étaient âgés de 15 ans environs. Ceux qui réussissaient aux études de la Petite Chambre accédaient à la Grande Chambre et ainsi de suite jusqu'à la Chambre fondamentale dont la réussite dans les études donnait droit à un brevet appelé «La Sortie». La durée moyenne de ces études était de huit ans. Tous les postes de l'Etat et de l'armée étaient accessibles pour tous ceux qui avaient obtenu la Sortie. Certains devenaient les Hauts Fonctionnaires de l'Etat, tel que le premier Vizir (le premier ministre), le Ministre de Janissaire (l'Armée de Terre), l'Amiral de l'Etat (l'Armée de Mer), les préfets de provinces, etc. D'autres devenaient l'architecte, peintre, sculpteur, calligraphe, secrétaire, maître religieux, muezzin et l'astrologue du Palais.

Dans l'Ecole du Palais où il y avait de nombreuses et riches bibliothèques, les premiers professeurs des Novices étaient choisis parmi les précepteurs du Sultan. leur capacité, habileté et leurs goûts, les étudiants s'intéressaient à tous les domaines de l'enseignement parmi lesquels les sciences naturelles avaient une importance toute particulière et donnaient à des nombreuses recompenses.

Les plus grands hommes de la politique, des lettres et des sciences que nous connaissons dans l'histoire de l'Empire Ottomane étaient diplômés de cette célèbre Ecole. Ces explications nous permettent de dire l'ENDERUN en tant qu'Ecole administrative avait des conceptions très différentes de ses semblables d'aujourd'hui, même de l'époque existance, et ses conceptions sont totalement justifiées dans le contexte de son temps qui nécessitait une connaissance générale de toutes les sciences et de tous les arts et si nous en jugeons à la valeur de ses membres, nous pouvons conclure en disant que c'était le type même de l'école administrative dont avait besoin l'Empire Ottomane.

2 — L'IAPTUM (Institut d'Administration Publique pour la Turquie et le Moyen - Orient)

Son But

L'Administration prend une importance croissante dans la vie de tous les Etats, plus particulièrement de ceux qui, comme la Turquie, sont en voie de profondes mutations économiques et sociales.

A partir de 1950, au sein de l'Université d'Ankara est né un courant d'esprit favorable à la création d'un établissement spécialisé pour l'Ad-

ministration Publique, dont les principes et les techniques soient rationnelles et au moindre coût. Cet esprit a été réalisé à l'aide de l'ONU en 1952, sous le nom de Groupe de Travail, chargé de discuter et d'élaborer des plans détaillés pour la création et le fonctionnement d'un Institut de Sciences Administratives et de faire les recommandations tendant à améliorer la formation professionnelle des fonctionnaires en Turquie et au Moyen - Orient. Ce groupe est devenu en 1958, l'Institut d'Administration Publique pour la Turquie et le Moyen - Orient.

Il reçoit la mission générale d'effectuer les travaux utiles au développement de l'Administration Publique suivant la conception moderne, afin que les fonctionnaires et les employés publics soient instruits des problèmes et techniques de l'Administration.

Il est chargé aussi en matière d'enseignement et de formation professionnelle; en matière de recherche et d'assistance technique; en matière de documentation et publications; en matière d'assistance à l'enseignement, aux recherches et aux études.

Les critiques

Sur ce sujet, on peut dire plus particulièrement que les durées des cours de perfectionnement sont assez courtes. Selon une idée, la sous-administration est un élément constitutif du sous-développement. Jusqu'à maintenant l'Institut n'a pas fait une grande chose sur ce domaine, c'est - à - dire sur la réforme administrative. Il donne un enseignement lors de service et non pas avant l'entrée en service. C'est pour cela que l'enseignement administratif est incomplet en Turquie, même dans les universités. Mais on espère que tout s'arrangera progressivement à l'aide des hommes cultivés dont le nombre augmente de plus en plus régulièrement.